

N°1309

du 14
FÉVRIER
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

SOCIETE

Inscription dans le registre de l'état-civil de Lacs 1
Le maire Alexis Aquereburu "particulièrement mobilisé" pour les enfants "apatrides" de sa commune

P.6

EDUCATION SUPERIEURE

Grâce à l'Espresso Book Machine
Les universités publiques gagneront en disponibilité d'ouvrages et de publications

P.6

PANIER DE LA MENAGERE

En ce début de l'année 2020 / Sur les principaux marchés de Lomé
Nouvelle hausse des prix, à 1,8%, tirés par Communications téléphoniques et Gombos frais

P.8

SANTE

Résultats des comptes de la santé 2015 et 2016
Les dépenses courantes suivant les maladies, l'âge, le sexe

P.4

Après une semaine de campagne électorale

P.3

LES PROMESSES S'ENCHAÎNENT



Le candidat Faure adopté par les populations, même au-delà des limites

Faure Gnassingbé, même pas fatigué

P.4 Du tourisme à l'agriculture bio

Kalyan Group développe la culture et la transformation de la noix de palme et du "pain de singe"



Ashok Gupta et sa femme

Exposition

Nexus, une exposition d'artistes togolais pour la réouverture du Goethe Institut

Le Goethe-Institut à Lomé a regagné ses locaux habituels sis à Kokéti/Grand Marché depuis le début de cette nouvelle année 2020 après 18 mois.

Pour marquer la reprise de ses manifestations culturelles, l'Institut culturel allemand organise une exposition collective de 14 artistes togolais. Le vernissage aura lieu ce mardi 18 février à 19 heures. L'ambiance musicale sera assurée par le musicien Kossi Mawun et son groupe.

Kossi Assou, Sokey Edoh, Gustave Djonda, Laka, Amevi Homawoo, Sabine Medowokpo,



Michel Adjonou, Eric Wonanou sont parmi les artistes plasticiens.

Institution :

Les écrivains Camille Laurens et Pascal Bruckner nommés à l'académie Goncourt

Un mois à peine après le départ de Virginie Despentes, deux mois après celui de Bernard Pivot, l'académie Goncourt a nommé, mardi 11 février, les écrivains Camille Laurens et Pascal Bruckner comme nouveaux membres.

"Les académiciens Goncourt, à l'unanimité, ont appelé parmi eux ce mardi 11 février Camille Laurens et Pascal Bruckner", a fait savoir la société littéraire se réunissant au restaurant parisien Drouant, dans un communiqué. "Camille Laurens a été élue au 7e couvert [c'est-à-dire la place occupée auparavant par Virginie Despentes], Pascal Bruckner au 1er couvert", précédemment celui de Bernard Pivot, précise-t-elle. Début janvier, Virginie

Despentes, 50 ans, benjamine du jury, avait expliqué son départ à ses pairs en déclarant qu'elle manquait de temps pour écrire. Bernard Pivot, 84 ans, président de l'académie remplacé en janvier dans ce rôle par Didier Decoin, était parti, lui, pour "retrouver un libre et plein usage de son temps".

Camille Laurens, 62 ans, qui collabore avec Le Monde, est notamment l'auteur de Dans ces bras-là, pour lequel elle a obtenu le prix Femina et le prix Renaudot des lycéens en 2000. Pascal Bruckner, 71 ans, auteur avec Alain Finkelkraut en 1977 du Nouveau Désordre amoureux, s'est notamment vu décerner le prix Renaudot pour Les Voleurs de beauté, en 1997.

Nécrologie

Joseph Shabalala, fondateur de Ladysmith Black Mambazo est mort



Joseph Shabalala, leader et fondateur de l'ensemble zoulou Ladysmith Black Mambazo est décédé à l'âge de 78 ans, a annoncé le gouvernement sud-africain. Il serait décédé probablement de cancer contre lequel il lutte depuis plusieurs années.

Shabalala a convoqué ses frères Headman, Ben et Jockey, et ses cousins Albert et Abednego Mazibuko, pour former le groupe suite à « une série de rêves qu'il a eu en 1964, dans lesquels il a entendu certaines harmonies isicathamiya. » Avant de définitivement s'appeler Ladysmith Black Mambazo (la hache noire du township de Ladysmith), le groupe s'était d'abord nommé Amambazo Amnyama, débutant lors de compétitions locales d'isicathamiya (chant exécuté par des chœurs d'hommes). On raconte d'ailleurs que le groupe était si bon qu'il fut exclu de ces compétitions.

Leur premier album Amabutho (1973) sera certifié disque d'or avec plus de 25 000 copies vendus. Mais c'est avec l'album Graceland en collaboration avec Paul Simon (1986) que le groupe va finalement acquérir une renommée internationale.

Avec son groupe, Shabalala aura enregistré plus de 40 albums studio, pour lesquels les Ladysmith Black Mambazo furent nommés pas moins de 11 fois aux Grammy Awards (ils en remporteront 5).

Shabalala, qui fut nommé titulaire d'une chaire d'ethno-musicologie à l'Université du Natal, laisse derrière lui un immense héritage culturel et contribué à mettre « l'Afrique Sud sur la carte du monde », comme le rappelait aujourd'hui le communiqué du gouvernement de son pays.

Disparition

L'auteur de BD Hubert est mort à l'âge de 49 ans

Il était l'auteur des séries de bande dessinée Le Legs de l'Alchimiste (dessin d'Hervé Tanquerelle et de Benjamin Bachelier, Glénat) ou encore Miss Pas Touche (dessin de Kerascoët, Dargaud) : le coloriste et scénariste Hubert est mort à l'âge de 49 ans, a annoncé jeudi son éditeur Glénat. Sa série Beauté (Dupuis) avait été sélectionnée au Festival International de la Bande Dessinée d'Angoulême en 2012 et primée du Firecracker Alternative Book Award «Best graphic novel 2015»

aux États-Unis. Scénariste de renom, Hubert a reçu en 2015 le prestigieux prix Jacques-Lob pour l'ensemble de son œuvre. En 2016, il avait signé avec Virginie Augustin le très remarqué Monsieur désire ? (Glénat). En 2017, il signait le récit érotique La Nuit mange le jour (Glénat), chroniqué ici. Sa dernière sortie, Peau d'homme, album poétique et engagé sur l'identité sexuelle réalisé avec le dessinateur Zanzim, doit paraître le 22 avril.

Justice

La pression s'accroît sur Gabriel Matzneff

Alors qu'un procès contre Gabriel Matzneff se profile à l'horizon 2021 pour apologie de la pédophilie, la pression s'accroît sur lui et ses proches. Ainsi, différentes enquêtes ont commencé, relatives aux accusations à l'encontre de l'écrivain Gabriel Matzneff autour de possibles actes pédophiles, revendiqués par l'auteur dans ses œuvres. Cité par Matzneff lui-même comme un de ses soutiens, l'actuel adjoint à la culture d'Anne Hidalgo, Christophe Girard, assure dans un communiqué qu'il n'entretenait pas de proximité



particulière avec l'écrivain aujourd'hui accusé.

Les enquêtes battent leur plein autour de Gabriel Matzneff, accusé de « provocation à commettre des atteintes sexuelles et des viols sur mineurs » et d'« apologie de crime » : l'Office central pour la répression des violences aux personnes

(OCRVP) s'intéresse ainsi aux proches de l'écrivain, dont son éditeur chez Gallimard, Christian Giudicelli, qui aurait participé à des voyages à l'étranger s'apparentant à du tourisme sexuel.

Interrogé par le New York Times alors qu'il s'est exilé en Italie, Gabriel Matzneff a indiqué qu'il était « très, très seul », déplorant l'abandon de certains de ses soutiens. Dont Christophe Girard, actuel adjoint à la Culture de la mairie de Paris qui, en tant que secrétaire général de la maison Yves Saint Laurent, avait apporté une aide financière à l'auteur.

Adaptation

La comédie musicale Matilda, d'après Roald Dahl, à l'écran

La jeune héroïne de Roald Dahl, Matilda, verra prochainement sa comédie musicale, jouée pour la première fois en 2010 à Stratford-upon-Avon, portée sur les écrans. Sony et Netflix vont s'allier pour proposer cette adaptation dans les cinémas du Royaume-Uni, puis dans le catalogue de la plateforme

de streaming, visible par les utilisateurs du monde entier.

Publié en 1988 chez Puffin, signé par Roald Dahl et Quentin Blake aux illustrations, Matilda fait aujourd'hui partie des classiques de la littérature jeunesse. Traduit en France en 1994 par Henri

Robillot chez Gallimard, le titre présente le personnage de Matilda Verbeobs, une petite fille dotée de capacités intellectuelles bien supérieures à la normale, confrontée à ses parents et autres adultes, tout aussi méprisables les uns que les autres...

AZIMUTS INFOS

Il y a 300 millions d'années, une espèce de lézard protégeait déjà sa progéniture

Les animaux qui peuplaient notre Planète au Carbonifère sont parfois considérés comme primitifs. Mais des fossiles trouvés récemment au Canada montrent que les ancêtres des mammifères, qui vivaient sur terre à cette époque lointaine, faisaient déjà preuve d'une attention particulière envers leur progéniture.

"Il s'agit de la plus ancienne preuve de soins postnataux prolongés chez un vertébré", assure Hillary Maddin, chercheur à l'université de Carleton (Canada). La preuve en question, c'est un fossile vieux de près de 310 millions d'années. Des fossiles de lézard, plus exactement. Des animaux ressemblant aux varans de nos jours. Ils ont été trouvés sur une île de Nouvelle-Ecosse (Canada).

"L'animal adulte semble cacher et protéger l'un de ses petits dans une tanière", précise Hillary Maddin. Le petit est disposé sous la patte arrière de l'adulte et encerclé par sa queue. Et les deux animaux ont été trouvés à l'intérieur d'une souche d'arbre lithifiée. "Ce type de comportement est commun chez les mammifères d'aujourd'hui. Il est intéressant d'observer que cet animal le présentait aussi tôt", poursuit Hillary Maddin.

Une histoire évolutive à préciser

Car même si le Varanopidae retrouvé a l'aspect d'un lézard, il s'inscrit bien dans la branche évolutive qui a conduit aux mammifères. Laissant les reptiles, les oiseaux et les dinosaures à leur propre destin.

Rappelons que les soins parentaux constituent une stratégie comportementale coûteuse pour le parent. Il détourne en effet des ressources dont il pourrait user à son propre bénéfice pour augmenter les chances de survie de sa progéniture. En la matière, les soins postnataux prolongés sont probablement même les plus coûteux. C'est une pratique courante chez les mammifères dont les petits dépendent de leur mère pour se nourrir. Mais l'histoire évolutive de ce comportement reste encore peu connue.

Les poissons dorment-ils ?

Les poissons aussi ont bien le droit de se reposer ! S'il est difficile de parler de "sommeil" pour ces animaux, ils dorment bel et bien... mais d'une autre manière que les mammifères et sans fermer les yeux.

Le sommeil est vital chez tous les animaux, aussi bien chez la mouche que chez le singe. Les poissons ne font pas exception. Cependant, chaque groupe animal a développé ses propres stratégies pour piquer un somme et se reposer.

Un état voisin du sommeil

En fait, il ne s'agit pas toujours réellement de sommeil, mais plutôt de période d'inactivité et de repos que l'on qualifie d'"état voisin du sommeil".

Si les mesures effectuées à ce jour sur l'activité du cerveau, des muscles, du cœur ou des branchies des poissons ne révèlent aucune différence significative entre phase de repos et phase d'activité, les poissons sont tout de même moins réactifs aux stimulations du milieu pendant les phases de repos.

Comment "dorment" les poissons

Les poissons s'immobilisent alors entre deux eaux, sur les fonds ou dans le sédiment, la nuit ou le jour (suivant qu'ils sont diurnes ou nocturnes). Certains mettent même leur pyjama en changeant de couleur ou en sécrétant une enveloppe de mucus.

Donc oui, les poissons dorment, mais d'une façon différente de celle des mammifères. De plus, ils ne ferment pas les yeux et ne rêvent pas. En effet, ils n'ont pas de paupières et aucun signe d'un état analogue au sommeil paradoxal, où se produisent les rêves, n'a été détecté chez ces organismes.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Après une semaine de campagne électorale

Faure Gnassingbé, même pas fatigué

Late Pater

La cadence de la campagne électorale pour le scrutin du 22 février est presque infernale pour les candidats. Toute la journée, ils sont sur le chemin, bravant moult épreuves. Le jeu en vaut la chandelle, car, au bout du compte, c'est le choix des Togolais et le fauteuil présidentiel. Dans de pareil cas, les candidats sont émoussés après des jours et des jours à serrer des milliers de mains, à écouter, à parler et à essayer de convaincre. Ils y laissent des plumes. Le physique en prend un coup et le corps flanche. Dans cet exercice, le candidat du parti UNIR semble être au-dessus du lot. « N'êtes-vous pas fatigué, mon-



sieur le Président ? », lui a demandé un journaliste de L'UNION après le grand meeting d'Adeta, chef-lieu de la préfecture de Kpélé

où des milliers de personnes sont venues le voir et l'écouter. A cette question, Faure Gnassingbé, un petit sourire au coin, l'air un peu surpris répond : « Qui ? Moi ? Non... Ça ne fait que commencer. »

Voilà l'homme qui sait encaisser la sollicitude des foules. Partout où il passe, il met un point d'honneur à faire le tour du lieu de la rencontre ou du meeting, serrant les mains de tous ceux qui les tendent, s'arrêtent pour des discussions avec ceux qui veulent lui dire quelque chose, répond par des blagues amusantes, prend des poses selfies avec les jeunes de la génération 2.0, si ce n'est des pose-photos comme en studio avec les femmes et surtout les

personnes âgées qui ne veulent pas se laisser compter les événements. Il faut avoir de la carrure et de la trempe pour subir un tel assaut amical de la part de milliers d'admirateurs et pouvoir tenir encore debout à la fin des meetings. Plus encore, tenir sur l'estrade et parler de longues minutes durant, trouver les mots justes qui puissent convaincre les potentiels électeurs. Et après cela, garder toujours la même allure et en multipliant deux, trois, voire quatre meetings dans la journée, sans oublier les rencontres avec les différents groupes sociaux, notamment les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes.

« On aurait dit qu'il a mangé du lion, on dirait qu'il ne se fatigue

jamais », confie un admirateur convaincu qui n'en revient toujours pas de la solidité de "son" candidat. C'est un roc qui ne s'use jamais et il nous étonne toujours par sa capacité de résistance.

Il reste encore une semaine de campagne. Au pied du mur, on reconnaît l'artisan. L'homme aimé des populations des villes et des villages du Togo et qui adore le contact sera scruté car, la campagne se fera désormais au pas de charge. Il reste encore assez de localités à visiter où des milliers de personnes l'attendent de pied ferme. Le temps et les sollicitations seront les baromètres. On en reparlera le 20 février, dernier jour de la campagne électorale.

Les promesses s'enchaînent

En dénominateur commun à chacune des étapes déjà parcourues, le message de paix, d'exhortation au dialogue et du vivre-ensemble traverse toutes les interventions du candidat du parti Union pour la République (UNIR) et président sortant, Faure Gnassingbé. Il insiste ainsi sur une culture de paix et de tolérance réciproque. Il a appelé à l'humilité de ses militants.

dont les supporters célèbrent déjà une écrasante victoire dès le premier tour pour faire économie du budget à utiliser dans le cadre d'un second tour – a rappelé l'apport et l'impact de la protection sociale au profit des élèves du secteur public (School Assur). A Kougnohou et Badou, le 10 février, il a promis la protection sociale pour tous, après les fonctionnaires et les artisans. « La santé au cours de ce mandat

pas mais parce que le nombre de fonctionnaires est suffisant. Et le nombre de jeunes qui veulent des emplois ne cesse d'augmenter. C'est pour cela que nous avons pensé au PND avec l'objectif de créer 500.000 emplois. Ces emplois, c'est ce que les entrepreneurs togolais peuvent faire grâce au mécanisme et aux ressources financières que l'Etat met à la disposition de ceux qui veulent bien entreprendre. »

Le même jour et un peu plus loin, au quartier Péloudé à Pagouda, dans la préfecture de la Binah, d'autres promesses du candidat « champion » sont dévoilées par ses émissaires : accroissement de la création de la richesse dans le secteur agricole avec 500.000 hectares à emblaver et 400.000 zones agricoles aménagées et planifiées (ZAPP) à créer ; 10.000 hectares d'irrigation goutte-à-goutte à aménager pour permettre les cultures en contre saison (saison sèche) ; réhabilitation des centres de santé préfectoraux ; construction de six centres de santé mère-enfant et une banque de sang dans chaque région ; 5 cliniques mobiles à déployer par région ; un collège universitaire à construire dans chaque région ; un scanner à offrir à chaque centre hospitalier régional ; équipement et connexion des lycées ; 25.000 salles de classes à construire... Le tout dans un cadre de « gouvernance concertée et partagée ».

Au soir du 10 février, Faure Gnassingbé laisse ce message à ceux qui croient en lui, sur twitter : « de délicieux commentaires vont bon train, tous unanimes sur l'avantage considérable du président Faure Gnassingbé par rapport à ses colistiers. A nous d'en faire une réalité au soir du 22 février 2020. Afin que demain nous soit meilleur. »

Après un léger répit de 24 heures, le candidat est descendu à nouveau sur le terrain le 12 février, dans les préfectures de Kpélé et

d'Amou (région des Plateaux). Les attentes des populations lui ont été soumises. En ce qui concerne la santé, Faure Essozimna Gnassingbé va continuer à rendre accessibles les services de santé aux populations. Objectif : dans un rayon de 5 km, il doit exister un service de santé. Il veut poursuivre la transformation de l'agriculture pour qu'elle soit une réelle opportunité pour les jeunes. Et il réitère : « la fonction publique ne peut pas absorber toutes les personnes en quête d'emplois ». C'est pourquoi des conditions leur seront créées pour qu'ils deviennent des acteurs économiques. Référence est faite au cas du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) dont l'un des nouveaux produits permet de bénéficier jusqu'à 5 millions de francs Cfa. Faure veut surtout mobiliser, de manière stratégique, les nouvelles communes pour améliorer les facteurs de production, l'accès à l'eau, à l'énergie et à la connexion internet dans toutes les régions du pays. Annonces spécifiques à Kpélé : la région des Plateaux aura, pour elle seule, deux collèges universitaires ; pour l'actuelle campagne agricole, 2 milliards 500 millions de francs Cfa seront alloués aux agriculteurs de la préfecture de Kpélé ; et, pour tout le pays, l'assiette sera élargie à dix millions de francs Cfa pour les crédits FNFI.

Agbeyomé Kodjo, le principal des « maintenant qu'ils ne sont rien ». Cette fin de première semaine de campagne rime avec les tactes électoraux. De loin comme de près, c'est le candidat de « l'initiative Kpodzro » qui est cisailé. Jusqu'ici, les sommités du parti UNIR n'étaient pas directement et ouvertement impliquées. Ça a changé. Pendant Gilbert Bawara ne veut pas « calculer » quelqu'un qui ne s'est jamais imposé dans sa préfecture de Yoto natale – chaque fois qu'il a été député, il a profité du boycott de l'opposition, surtout du CAR, ou du soutien d'autres



Kafui Adjamagbo-Johnson en campagne dans les Plateaux pour Agbeyomé

structures –, c'est Solitoki Magnim Ezzo, depuis son Binah d'origine, qui le pique sans le nommer, au cours d'un meeting : « n'écoutez pas ceux qui rient, n'écoutez pas non plus ceux qui gémissent et ceux qui disent ; à chaque fois ; c'est moi qui peux être élu. Il y a des gens parmi les candidats qui ont occupé les plus hautes fonctions dans ce pays à savoir la Primature, l'Assemblée nationale, et nous n'avons rien vu de ce qu'ils sont capables de faire. Maintenant qu'ils ne sont rien et qu'ils prétendent devenir Président de la République, ils promettent qu'ils feront tout. A vous de juger. Celui qui a des choses à faire, le fait en tout temps et en toute circonstance ».

Ceci ne décourage pas le président du MPDD à égrener les préfectures, en ces temps de campagne. Successivement depuis le 11 février, Afagnan, Améganran, Ahépé, Kouvé, Tabligbo, Topkli, Djagblé, Mission Tové, Gapé, Agbélouvé, Tsévié... Face à ceux qui veulent bien l'écouter, il continue de promettre la création d'emplois et de richesses, la distribution des biens, la protection des droits humains. Il promet également qu'il ne fera ni de chasse aux sorcières, ni de vengeance, précisant que « c'est l'une des recommandations de Mgr Kpodzro qui l'a investi ». Il promet de sprinter : « les pays, qui nous devancent aujourd'hui, étaient bien derrière nous. Ce retard sera très vite rat-

trapé ». Et il continue de dire : conditions de vie des travailleurs du public et du privé à améliorer ; niveau du point indiciaire à augmenter ; frais d'établissement du passeport à ramener de 30.000 francs à 10.000 francs, carte nationale d'identité de 5.000 à 2.000 francs, les deux pour une validité de 10 ans.

Jean-Pierre s'accroche. Selon son entourage, le régime se trompe sur la détermination et la témérité du « président ». Allusion faite aux incidents de campagne. « Quelques individus se réclamant du parti UNIR s'illustrer dans les violations des droits et libertés des citoyens, notamment par l'empêchement, la perturbation des meetings du candidat Jean-Pierre Fabre, la répression des rencontres pacifiques, les intimidations, les mesures liberticides des préfets, des maires et des chefs traditionnels, et autres exactions » à Dankpen, Tandjouaré, Gando, Guérin-Kouka, Bassar et Sotouboua, signale le parti ANC qui dénonce, condamne et exhorte. « Je crois que c'est quelque chose de prémédité, d'organisé pour nous empêcher de nous adresser aux populations. C'est depuis le début de notre tournée. C'est la preuve qu'ils ont peur de nous », ajoute le candidat.

Au niveau du pouvoir, on minimise. Et on réplique qu'il s'agit « d'incidents mineurs à condamner ». Parlant même de prétexte

(suite à la page 4)



Mais Faure Gnassingbé veut également porter ses ambitions à une autre échelle. C'est ce qui transparait dans ses différentes annonces de campagne. Par exemple, en déplacement dans les localités d'Assoli, Elavagnon et d'Anié, le 9 février, le candidat a insisté sur cinq points que sont le désenclavement, la décentralisation, l'éducation, l'emploi et la paix. Sur la question du désenclavement, il insiste sur le fait que des efforts supplémentaires seront faits, en plus des 6.653 km de pistes rurales déjà aménagées, pour le bonheur des populations et des producteurs locaux en vue du bon écoulement de leurs produits. Pour la décentralisation, il estime que seule la participation active des populations et une forte implication des jeunes et des femmes permettra une utilisation judicieuse et efficiente des ressources que l'Etat s'engagera à mettre à la disposition des collectivités locales, notamment les 117 communes nouvellement dotées d'organes élus. Au plan de l'éducation, le candidat –

sera beaucoup plus abordable et la qualité bien supérieure à ce que nous avons connu par le passé. Parce que notre mission, aujourd'hui, est d'offrir à toutes les femmes et à toute la population togolaise, non seulement des soins de qualité mais à des conditions abordables. Nous l'avons fait pour les élèves, les fonctionnaires, les artisans. Nous le ferons pour tous les Togolais », a dit le candidat. Il ajoute : « même les plus vulnérables notamment les acteurs de l'informel pourront se soigner sans s'appauvrir ». Et dès son élection, a-t-il ajouté à Anié, il rendra gratuits les frais de dossier pour tous les examens nationaux et la délivrance des actes de naissance. Il s'agit des examens CEPD, BEPC, BAC 1 et BAC 2, à partir de 2021.

Par rapport à l'emploi, le candidat UNIR clarifie les choses : « l'emploi, c'est le problème de tous les parents, c'est le problème de toutes les familles. Mais aujourd'hui, le gouvernement ne donne plus d'emplois. Pas parce qu'il ne veut

Du tourisme à l'agriculture bio

Kalyan Group développe la culture et la transformation de la noix de palme et du «pain de singe»

Dans le cadre des festivités marquant les 40 ans de l'hôtel du 02 Février, le PDG de Kalyan group, a organisé une visite touristique dans la Région des Plateaux à l'intention de ses convives venues d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. La découverte du Togo des profondeurs s'est aussi déroulée à la ferme de Kalyan group spécialisée dans l'agroalimentaire avec des produits locaux entièrement bio.

Eric J.

Ananivi-Kondji, une bourgade située dans la préfecture de l'Agou, a reçu des visiteurs particuliers ce samedi 1^{er} février 2020 au soir, à la descente de la chaleur de plomb de la journée. C'est une forte délégation revenue de l'escapade touristique dans la ville de Kpalimé et de la cascade de Womé, un village niché sur les monts Agou. Tous étaient enthousiastes à se découvrir, les hôtes avaient préparé un accueil des grands jours aux visiteurs qui, à leur tour s'émerveillaient devant les prestations musicales et chorégraphiques originales des groupes artistiques. Si l'objet prin-



Les employés de Kalyan

cipal de la visite est de faire découvrir la ferme agricole aux invités, elle s'est transformée en une véritable partie de communion entre les populations et les invités. Encore un choix judicieux opéré par Ashok KUPTA, car le moment était inoubliable pour tous.

La ferme Kalyan group

Elle n'est pas une exhalaison d'Ashok Kupta, mais un vœu pieux de son grand-père, un amoureux du Togo. «J'ai voulu exploiter cette ferme pour honorer la mémoire de mon grand-père qui nous incitait à aider à créer un monde meilleur autour de nous.», a dit Ashok K. Il explique que l'intention première est d'«apporter un soutien matériel et financier aux populations autochtones qui manquent de moyens mais disposent d'atouts importants pour leur développement.», avant de préciser qu'aux premières de ce projet, personne ne croyait en lui. Cinq années après, le constat est patent, la production commence par porter ces fruits et la création d'emplois, surtout, s'élève. Tenez ! Le nombre d'employés permanents atteint déjà la vingtaine alors qu'ils n'étaient que trois au démarrage des activités. Leur rôle principal est l'entretien de

la plantation, évidemment avec le soutien d'un personnel qualifié étranger maîtrisant les machines agricoles ; ils s'occupent du concassage et de la séparation des noix de l'amande, et de la presse à froid de l'amande pour obtenir de l'huile ; certains sont dans la fabrique du savon. Par rapport aux différentes saisons, la ferme emploie plus d'une cinquantaine d'ouvriers temporaires en basse saison et près de la centaine en haute saison.

Des découvertes

A la ferme agricole Kalyan, tout est fait pour épater le visiteur. Etalée sur près de 1.000 ha, elle comporte des habitations de ruraux, les

infrastructures dont des forages et des salles de classe. Il n'aura donc pas de difficulté à trouver avec l'accord de ses sujets les 7.000 hectares que veut atteindre le projet de Kalyan. Ce qui a réconforté le Pdg qui, dans la foulée, a annoncé la prise en charge, à partir de la rentrée scolaire prochaine, de 100 élèves sélectionnés dans chaque village du canton.

Malgré la fatigue, les visiteurs étaient intéressés par les produits fabriqués sur place par Kalyan. Il leur a été servi du jus de baobab. Monsieur Deepu, chef d'exploitation de la ferme, passe aux explications : «Le pain de singe est un aliment fantastique, il contient la vitamine C de 10 oranges, le potassium de 4 avocats, le fer de 2 citrons, des antioxydants de 5 myrtilles, des protéines de 2 1/2 de chou frisé, du calcium d'1 verre et demi de lait.» L'étonnement s'empare de l'assistance. M. Ashok de renchérir : «Nous fabriquons de la poudre de pain de singe avec des méthodes traditionnelles afin de préserver tous les nutriments de ce super fruit qui possède beaucoup de vertus thérapeutiques.» Il en est de même pour le savon à base de l'huile de palmiste et l'huile de baobab à base des noix du fruit fabriqués sur place sans aucun additif chimique.

A la ferme Kalyan, c'est une chaîne de production où rien n'est à perdre. Après la presse de la noix de palmiste, les déchets servent d'aliment au bétail et la coque pour se substituer au charbon de bois. Ashok Gupta a beaucoup insisté sur la propriété bio de tous les produits qui doivent sortir de sa ferme. Question de préserver et de contribuer à la bonne santé de leurs clients à l'intérieur comme à l'extérieur du Togo.

Résultats des comptes de la santé 2015 et 2016

Les dépenses courantes suivant les maladies, l'âge, le sexe

Late Pater

Le rapport est diffusé par le ministère de tutelle. Il retrace les résultats des comptes de la santé pour les années 2015 et 2016 au Togo, sur la base des informations provenant, d'une part, des données primaires pour les entreprises privées, les compagnies d'assurance, les mutuelles de santé, les ONG et associations, les bailleurs et, d'autre part, des données secondaires pour les différents ministères et institutions et les ménages.

Les dépenses totales de santé, qui constituent la somme des dé-

penses courantes en santé et celles en formation brute de capital, s'élevèrent respectivement à 157 873,4 millions de francs Cfa en 2015 et 177 841,3 millions de francs Cfa en 2016. Pour les mêmes années, les dépenses courantes en santé s'élevèrent à plus de 154 470,8 millions de francs Cfa et 174 883,8 millions de francs Cfa, et les dépenses en formation brute de capital à 2 945,3 millions de francs Cfa et à 2 446,6 millions de francs Cfa. Quant aux paiements directs des ménages, ils représentent 54,5% des dépenses courantes en santé en 2015 et 50,4% en 2016.

Les «régimes de l'administration

Après une semaine de campagne électorale

Faure Gnassingbé, même pas fatigué Les promesses s'enchaînent

(suite de la page 3)

pour déjà rejeter une débacle électorale qui s'annonce. Le gouvernement et UNIR y trouvent la cause d'un défaut d'informer les autorités locales, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'actes isolés de quelques militants d'UNIR.

N'empêche ! Faure a poursuivi sur Gléi, Datcha, Témédja, Hihéatro, Amou, Badou, avant la préfecture de Kloto.

Au soir du huitième jour des opérations de charme, tous les sept candidats chantent un bon accueil

et une grande adhésion à leurs différents projets par les populations rencontrées ici et là. Mais, de plus en plus, beaucoup s'accordent à clamer que le président sortant Faure Gnassingbé part favori. Ce dernier manifeste si bien cette ambiance festive qui marque la campagne électorale : «ces quelques jours de campagne me permettent de ne voir autour de moi que des visages sympathiques, des jeunes, des femmes, des enfants joyeux, dynamiques, expression de la ferveur qui entoure cette

campagne. Je suis sensible à tout cela (...) Je suis satisfait par l'enthousiasme que j'ai pu toucher chez les anciens, chez les femmes et les jeunes. On pourrait croire que nous sommes en fête alors que nous préparons une élection présidentielle». Mieux encore, «ce que je vois ici ne me déçoit pas. Je sais qu'aujourd'hui à Kpélé, j'ai fait un pas de plus vers la victoire du 22 février grâce à vous».

Les mots «Faure» dits à Sokodé

Au double plan politique et social, l'étape de Sokodé du candidat Faure Gnassingbé aura été le grand symbole de cette période de campagne électorale. Les événements violents de contestation qu'a connus cette ville à majorité musulmane, à l'instar de Baïfou, étant encore dans les mémoires. En parlant de ville verrouillée et militarisée, beaucoup témoignent, depuis les affrontements du 19 août 2017, qu'il ne fait plus bon de vivre à Sokodé et ses environs, dans la préfecture de Tchaoudjo. La présence militaire est débordante, au nom de la sécurité que les autorités jurent de faire revenir. Et ce, après les saccages et incendies de bâtiments publics et privés et la disparition des armes dérobées aux forces de sécurité. A noter que tout est attribué au parti politique PNP. Depuis lors, beaucoup veulent bien croire que le parti au pouvoir UNIR ne pourra plus jamais reprendre la main dans cette ville érigée en fief du parti de Salifou Atchadam.

Le mythe est tombé. Le candidat UNIR a foulé, hier, la terre de Sokodé pour ses opérations de charme. Lui qui avoue être perplexe en arrivant. Il parle du «plus beau cadeau de la campagne» pour exprimer l'accueil à Sokodé qui sera transformé en la «victoire déjà acquise». Pour Faure



Faure à Sokodé

Gnassingbé, ce n'était pas le moment des discours car «il y a des moments, comme ce jour, où les discours sont fades et insuffisants pour traduire la réalité». Néanmoins, voici quelques-unes des phrases prononcées par l'actuel président de la République : «J'ai tenu à faire ce geste parce que nous devons savoir qu'à chaque fois que nous nous opposons avec violence, il n'y a jamais de gagnant, il n'y a jamais de perdant ; c'est toujours le Togo qui perd» ; «J'ai la conviction que ce que nous allons faire le 22, nous permettra de clore cette phase douloureuse de notre histoire, je vais une fois encore dire mes condoléances à toutes les familles endeuillées et ma compassion aux blessés» ; «ce qui se passe ici à Tchaoudjo démontre que nous

avons compris l'essentiel» ; «si nous ne sommes pas unis, s'il n'y a pas de cohésion nationale, nous ne pourrions pas vaincre le terrorisme qui frappe à notre porte» ; «et je veux pouvoir compter sur vous, ce qui se passe ailleurs n'est pas seulement une affaire des militaires, nous avons besoin aussi des chefs religieux, nous avons besoin aussi des jeunes, de nos mamans pour lutter contre le terrorisme» ; «rien ne peut justifier, rien sur notre territoire ne peut mériter que le sang d'un Togolais coule, si ce n'est pour défendre la patrie quand elle est attaquée» ; «il est temps de reconstruire ce qui a été détruit : le commissariat, les affaires sociales...» ; «ce qu'il y a entre nous, notre lien, peut se tordre mais ne peut jamais être rompu», etc.

tutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et 5,8% par les régimes d'assurance maladie facultative.

Suivant les prestataires, la répartition des dépenses courantes en santé de soins se présente comme suit : les détaillants et autres prestataires de biens médicaux, avec 49 449 millions de francs Cfa en 2015 (32,1%) et 51 769,1 millions de francs Cfa (29,7%) en 2016 ; les hôpitaux, avec 21 725,3 millions de francs Cfa (14,1%) en 2015 et 27 457,6 millions de francs Cfa (15,7%) en 2016 ; les prestataires de services administratifs et de financement du système de soins de santé, avec

21 299,7 millions de francs Cfa (13,8%) en 2015 et 20 190,1 millions de francs Cfa (11,5%) en 2016 ; les prestataires de soins de santé ambulatoire, avec 23 078,8 millions de francs Cfa (14,9%) en 2015 et 28 257,6 millions de francs Cfa (16,2%) en 2016 ; les prestataires de soins préventifs, avec 20 235,9 millions de francs Cfa (13,1%) en 2015 et 28 781,0 millions de francs Cfa (16,5%) en 2016 ; les prestataires de services auxiliaires, avec 18 305,8 millions de francs Cfa (11,9%) en 2015 et 17 801,7 millions de francs Cfa (10,2%) en 2016 ; le reste de l'éco-

(suite à la page 6)

FOOTBALL/

Samuel Eto'o contre la proposition d'une CAN tous les 4 ans

Sur RFI, l'ancien attaquant du Cameroun, Samuel Eto'o a rejeté l'idée défendue par le président de la Fifa, Gianni Infantino, d'organiser la Coupe d'Afrique des nations tous les quatre ans.

Hervé A.

Gianni Infantino, président de la Fifa a proposé, le 1er février dernier, aux dirigeants du football africain de penser à l'organisation de la CAN une fois tous les quatre ans. Mais cette idée n'agrée pas l'ancien capitaine des Lions indomptables. Invité du "débat africain" sur RFI, l'ex-attaquant de Chelsea FC a été catégorique : "Je n'accepte pas ce qu'il a dit".

L'ancien joueur du FC Barcelone de Chelsea pense que personne ne doit s'immiscer dans les prises de décision dans la gestion du foot africain. "Avant, entre la CAF et la Fifa, les relations n'étaient pas bonnes. Mais ça ne donne pas le droit aux autres de nous imposer des choses", a déclaré Samuel Eto'o estimant que le président de la Fifa "a



manqué de tact".

La proposition d'une CAN tous les quatre ans, à en croire Samuel Eto'o, n'est nullement dans l'intérêt de l'Afrique. "C'est plutôt l'intérêt des Européens", fait savoir l'ancien international came-

rounais. "Ils veulent avoir à disposition les Mohamed Salah, Sadio Mané ou Pierre-Emerick Aubameyang", avance Samuel Eto'o.

La prochaine Coupe d'Afrique des nations aura lieu au Came-

roun en 2021. Lors de cette édition, la CAN reviendra à sa période traditionnelle, janvier-février, après avoir été organisée pour la première fois en juin et juillet, en 2019, en Égypte.

Un fonds pour les impayés

L'initiative est inédite. La Fifa et le syndicat mondial des joueurs professionnels de football (FIFPro) ont annoncé via un communiqué, mardi 11 février, la signature d'un accord de coopération.

Il prévoit la création d'un fonds spécial destiné à soutenir financièrement les joueurs qui n'auraient pas été payés par leur club, et n'auraient plus aucune chance de l'être. Montant : 16 millions de dollars jusqu'en 2022.

A en croire plusieurs rapports rédigés récemment, le phénomène serait en train de s'amplifier. Les cas de joueurs ne touchant pas leur salaire se multiplient un peu partout dans le monde.

L'accord signé par Gianni Infantino et Philippe Piat, le président de la FIFPro, ne prévoit pas seulement une enveloppe destinée à combler le manque à gagner. Il se concrétisera également par la création d'une commission de suivi chargée d'évaluer les demandes d'aides de la part des joueurs.

Elle sera composée de représentants des deux parties. Commentaire de Philippe Piat : "La FIFPro mène une longue campagne contre cette pratique sans scrupule et remercie la Fifa de la combattre."

Les médias s'inquiètent

La République démocratique du Congo (RDC) sera-t-elle prête pour les Jeux de la Francophonie 2021 ? A 530 jours de la cérémonie d'ouverture, les médias congolais commencent sérieusement à en douter, malgré les discours empreints d'assurance des autorités politiques.

Le site d'information Politico révèle notamment que le comité d'organisation "n'a pas encore de bureaux ni de financement pour préparer la compétition." Inquiétant. Il explique également que son "comité exécutif, qui n'est pas officiellement installé, squatte le salon présidentiel du stade des martyrs."

En parallèle, les travaux de réfection du stade Tata Raphaël, débutés en juin 2019, avancent à pas de tortue, note le site congolais. Enfin, aucun établissement hôtelier et infrastructures routières n'ont encore été construits en prévision des Jeux de la Francophonie 2021, l'événement sportif le plus important accueilli par la RDC depuis le légendaire combat de boxe entre Mohamed Ali et George Foreman, en octobre 1974 à Kinshasa.

Deux tournois asiatiques rayés de la carte

Après la Chine, deux autres pays asiatiques se voient privés d'un événement sportif mondial en raison du coronavirus. L'Association des joueuses professionnelles de golf (LPGA) a annoncé lundi 10 février l'annulation de deux tournois du circuit, prévus respectivement en Thaïlande et à Singapour.

Le Honda LPGA Thaïlande, prévu du 20 au 23 février à Pattaya, et le championnat du monde féminin HSBC à Singapour, la semaine suivante, ont été rayés du calendrier. "En raison des inquiétudes sanitaires et des récents avertissements de certains pays qui ont demandé d'annuler ou de reprogrammer les événements de grande ampleur en raison du coronavirus, la LPGA et ses partenaires ont pris la décision d'annuler le 2020 Honda LPGA Thailand et le HSBC Women's World Championship", a fait savoir l'organisation américaine dans un communiqué.

Cette double annulation fait suite à la décision de la LPGA, annoncée le mois dernier, de ne pas organiser cette année le tournoi Blue Bay à Hainan, en Chine, prévu du 5 au 8 mars. La LPGA est la première organisation sportive à annuler des compétitions en dehors de la Chine. Elle pourrait bien ne pas être la seule.

L'Afrique joue la carte des femmes

Plus de doute : le développement du rugby féminin ne connaît pas de frontières. Pour preuve la décision de la Confédération africaine de rugby (Rugby Afrique) de créer un poste de responsable de l'activité féminine. Il sera occupé par Maha Zaoui.

Commentaire de Khaled Babbou, le président de Rugby Afrique : "Le rugby féminin peut changer la donne, et devient de ce fait l'une des priorités stratégiques de Rugby Afrique, car c'est un secteur dans lequel nous pouvons prendre le leadership."

En sa qualité de nouvelle responsable du rugby féminin, Maha Zaoui dirigera le développement stratégique et opérationnel du rugby féminin, avec pour objectif d'augmenter encore davantage les niveaux de participation et d'accélérer l'évolution d'un jeu de haute performance.

La Tunisienne est membre du conseil d'administration de la Fédération tunisienne de rugby depuis 2005 avec en charge le développement du rugby féminin. En 2018, elle a reçu une bourse de leadership de World Rugby et a obtenu une maîtrise en gestion des organisations sportives.

CHAN 2020

Les officiels de la CAF à nouveau au Cameroun

Les officiels de la CAF sont à nouveau au Cameroun pour une visite d'inspection en vue du championnat d'Afrique des Nations (CHAN).

Le CHAN 2020 est prévu au Cameroun du 4 au 25 avril. C'est à ce titre que les officiels de la Confédération africaine de football (CAF) tiennent à se rassurer davantage de la bonne organisation qui conduira à la tenue de la fête culturelle et sportive vivement at-

tendue au pays de Paul Biya.

Le 11 février 2020, ils ont déposé leurs valises à Douala dès leur descente de l'avion. La première vague des officiels de l'instance faitière du football africain y restera jusqu'à ce vendredi en mi-journée. Entretemps, une visite sera effectuée sur les sites devant accueillir le CHAN dans le Sud-Ouest.

L'équipe constituée entre autres des directeurs d'hébergement,

des médecins, des responsables d'internet, embarquera Douala après pour Yaoundé.

Dimanche 16 février, l'on assistera à la finalisation des préparatifs du cérémonial relatif au tirage au sort du CHAN qui lui-même se tiendra en présence des autorités sportives camerounaises et du président de la CAF Ahmad Ahmad lundi le 17 février.

Une fois le tirage au sort effectué, les officiels des équipes de-

vant disputer le CHAN feront la connaissance des infrastructures le mardi 18 février 2020.

Pour rappel, cette autre descente sur le terrain survient quatre semaines après la précédente. L'on se rappelle la date du 13 au 15 janvier dernier à laquelle le malgache et son contingent ont séjourné au Cameroun pour une visite de travail qui s'est soldée par un satisfecit général.

PARTENARIAT

Europe et AmSud contre le monde

Bataille en vue sur le front des instances internationales du football. Avec un match à trois en prévision avec l'UEFA et la Conmebol (Confédération sud-américaine) d'un côté, la Fifa de l'autre. Les deux associations continentales, réunies mercredi 12 février au siège de l'UEFA à Nyon, en Suisse, ont paraphé une alliance.

Elle pose les bases "d'une collaboration renforcée dans une variété de domaines pour favoriser le développement et la croissance du football sur les deux continents." Dans le détail, la coopération entre l'Europe et l'Amérique du Sud concernera l'éducation, la formation, le développement technique et l'arbitrage, mais aussi le football amateur, les jeunes et les femmes, le futsal, l'éthique et la bonne gouvernance. Bref, il n'exclura rien.

Détail non sans importance, le rapprochement entre les deux



instances prévoit aussi la possibilité d'organiser des rencontres intercontinentales entre équipes européennes et sud-américaines. Une clause de l'accord qui pourrait annoncer le retour au calendrier de la Coupe intercontinen-

tale, disparue en 2004, entre les clubs vainqueurs de la Ligue des champions et de la Copa Libertadores.

En avançant main dans la main, l'UEFA et la Conmebol se dressent sans nuance en rempart

contre la Fifa et son président, Gianni Infantino, dont le projet d'une Coupe du Monde des clubs à l'été 2021 en Chine a été monté sans vraiment consulter les deux instances continentales.

Grâce à l'Espresso Book Machine

Les universités publiques gagneront en disponibilité d'ouvrages et de publications

Late Pater

Une Espresso Book Machine a été inaugurée au profit des universités publiques de Lomé et Kara, au cours d'une cérémonie le 11 février dernier à l'université de Lomé. L'Espresso Book Machine est une technologie comprenant une plateforme et une interface qui permet d'imprimer, à partir de fichiers PDF, des ouvrages et des travaux universitaires (thèses, mémoires, livres, ...), en un temps record, avec couverture et reliure compris. C'est un projet innovant et révolutionnaire, initié et financé par le ministère des Postes, de l'économie numérique et des innovations technologiques. «*Il s'inscrit dans le cadre d'un dispositif cohérent déployé par le gouvernement à l'endroit de la jeunesse togolaise*», à l'instar de «*Wifi Campus*», le très haut-débit Internet sur les campus universitaires de Lomé et de Kara, de «*L'Environnement Numérique de Travail*» (ENT) dans les 11 lycées techniques et scientifiques publics du Togo, ou encore le projet d'implantation à Lomé, d'un campus technologique Djanta Tech Hub», comme l'a relevé, Mme Cina Lawson, ministre des Postes, de l'économie numérique et des innovations technologiques.

«*L'acquisition et l'implémentation de cette infrastructure inédite au profit des universités de Lomé et Kara, ouvre des perspectives nouvelles à la communauté universitaire, composée des étu-*



L'Espresso Book Machine

diants, des enseignants-chercheurs et de l'institution elle-même, en ce sens que face à l'insuffisance de ressources, elle va désormais disposer d'une librairie et d'une bibliothèque virtuelle, en termes d'accessibilité et de disponibilité d'ouvrages et de publications (souvent coûteux) à la demande, et en fonction des programmes académiques», a souligné le Pr Komla Dodzi Kokoroko, président de l'université de Lomé.

Il faut souligner que le Togo est le seul pays en Afrique de l'Ouest et le 3^{ème} en Afrique, après l'Afrique du Sud et l'Égypte, à disposer d'un tel dispositif, dont M. Kossi Atchounglo, Directeur du Centre Informatique et de Calcul de l'Université de Lomé, chef de projet, a souligné les nombreux avantages et bénéfices qu'il offre en termes d'opportunités et d'accès aux res-

sources pédagogiques, à la connaissance et aux savoirs.

L'inauguration de l'Espresso Book Machine consacre ainsi un nouveau chapitre dans les annales des universités publiques du Togo car «*dans un environnement en perpétuelle mutation socio-économique (...), dans un contexte de plus en plus mondialisé, l'objectif est de mieux outiller et de hisser notre jeunesse à un niveau répondant aux standards internationaux, et lui permettre d'être plus compétitive afin de jouer pleinement son rôle en tant que levier dans le développement socio-économique de notre pays. Or, une telle ambition ne peut se concrétiser sans une excellente formation, l'esprit d'entrepreneuriat, l'innovation et la recherche*», a conclu Mme Cina Lawson.

Inscription dans le registre de l'état-civil de Lacs 1

Le maire Alexis Aquereburu «particulièrement mobilisé» pour les enfants «apatrides» de sa commune

Jean AFOLABI

À la suite de la visite qu'il a effectuée à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Paris, en France, le maire de Lacs 1, Me Alexis Aquereburu, a reçu le mercredi 13 février la visite d'une délégation de cette assemblée. Au menu des échanges, fait savoir le confrère de *Global Actu*, la question de la lutte pour l'inscription des enfants sans identité dans le registre de l'état civil. Conduite par le député français et également secrétaire général parlementaire de la Francophonie, Jacques Cabal, la délégation s'est rendue dans des établissements scolaires et au tribunal d'Aného. «*Le maire est venu nous voir à Paris au siège de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Il nous a invités à venir voir ce qui se fait dans cette commune en matière de lutte pour l'inscription sur le registre d'état civil. Le maire a été particulièrement mobilisé autour de cette question et nous avons convenu de venir voir sur le terrain comment les choses se mettent en œuvre avec sa fondation Aquereburu & Parteners*», a déclaré le député français. «*Grâce à la fondation et à l'engagement du maire, ce sont déjà 6.000 personnes qui ont pu bénéficier de ce sésame*», dira le chef de délégation, un brin satisfait, à la fin de la visite.

«*J'ai senti cette mobilisation de tous les acteurs, éducatifs, élus, judiciaires pour aller dans la*



En cravate au centre, le maire de Lacs 1 Alexis Aquereburu

même voie», devra poursuivre Jacques Cabal. Selon le député, il y a 250 millions d'enfants sans identité dans le monde francophone et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie veut faire baisser drastiquement ce chiffre d'ici 3 ans.

«*Cela commencera par la commune Lacs 1 pour aller dans tout le Togo*», a-t-il lancé, cité par le confrère de *Global Actu*. La suite de cette visite, a promis le député, c'est la mobilisation de l'Assemblée parlementaire de l'ensemble des bailleurs mondiaux (UNICEF, UE, ONU, Banque mondiale) autour de la table pour soutenir des projets sur le numérique. Ce qui, a-t-il ajouté, permettra de mobiliser tous les acteurs, des sages-femmes aux acteurs qui confectionnent les listes électorales. «*Nous devons éradiquer ce fléau inadmissible et qui ne dépend que de la volonté politique*», a-t-il souligné. Et *Global Actu* de rappeler cette

décision du conseil municipal de la commune Lacs 1 de faire établir désormais gratuitement l'acte de naissance dans cette commune.

Le nombre de naissances enregistrées a nettement augmenté à l'échelle mondiale, et pourtant, 166 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit 1 sur 4) ne sont pas déclarés, comme l'indique un nouveau rapport publié début décembre par l'UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance – à l'occasion de son 73^e anniversaire. D'après le rapport *L'enregistrement des naissances pour chaque enfant d'ici à 2030 : Où en sommes-nous ?*, fondé sur l'analyse de données provenant de 174 pays, la proportion mondiale d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée a progressé de près de 20% en dix ans, passant de 63 pour cent à 75 pour cent.

Avec *Global Actu*

Résultats des comptes de la santé 2015 et 2016

Les dépenses courantes suivant les maladies, l'âge, le sexe

(suite de la page 4)

nomie, avec 246,8 millions de francs Cfa (0,2%) en 2015 et 474,3 millions de francs Cfa (0,3%) en 2016.

En prenant en compte la dimension fonction de soins de santé, les dépenses courantes en santé sont : les soins préventifs, avec 22 201,3 millions de francs Cfa représentant 14,4% de la dépense courante en santé en 2015 et 31 653,3 millions de francs Cfa en 2016 (soit 18,1% des dépenses courantes en santé) ; les soins curatifs, avec 43 059,9 millions de francs Cfa (27,9%) en 2015 et 53 312,2 millions de francs Cfa (30,5%) en 2016 ; les biens médicaux, avec 49 449,0 millions de francs Cfa (32%) en 2015 et 51 769,1 millions de francs Cfa (29,6%) en 2016 ; la gouvernance, l'administration du système de santé et les financements, avec 21 299,7 millions de francs Cfa (13,8%) en 2015 et 20 170,1 millions de francs

Cfa (11,5%) en 2016 ; les services auxiliaires (laboratoire d'analyses médicales), avec 18 305,8 millions de francs Cfa (11,9%) en 2015 et 17 801,7 millions de francs Cfa (10,2%) en 2016 ; les autres fonctions des soins de santé à moins de 0,1% pour les deux années concernées.

Selon la dimension genre, le sexe féminin représente près de 85 418,5 millions de francs Cfa (55,3%) des dépenses courantes en santé contre 69 052,3 millions de francs Cfa (44,7%) pour le sexe masculin en 2015 et 97 119,8 millions de francs Cfa (55,5%) contre 77 764,0 millions de francs Cfa (44,5%) pour l'année 2016.

La carte de la répartition par âge renseigne que les dépenses pour les moins de 5 ans représentent 48 466,8 millions de francs Cfa (31,4%) et 106 004,6 millions de francs Cfa (68,6%) pour les plus de 5 ans en 2015. Et en 2016, ces dépenses représentent 52 871,0

millions de francs Cfa (30,2%) pour les moins de 5 ans et 122 012,2 millions de francs Cfa (69,8%) pour les plus de 5 ans.

Enfin, en considérant les dépenses effectuées par maladie et affection, les maladies infectieuses et parasitaires, considérées comme maladies prioritaires, occasionnent plus de dépenses. Ce sont le paludisme, avec un volume de dépenses de 45 101,7 millions de francs Cfa en 2015 et 53 484,9 millions de francs Cfa en 2016 ; le VIH/SIDA et les autres infections sexuellement transmissibles (17 355,8 millions de francs Cfa en 2015 et 25 661,9 millions de francs Cfa en 2016) ; la tuberculose (729,5 millions de francs Cfa en 2015 et 1 592,5 millions de francs Cfa en 2016). De leur côté, les dépenses en matière de la santé de reproduction représentent 18 040,8 millions de francs Cfa en 2015 et 17 171,9 millions de francs Cfa en 2016.

Au nom des relations de jumelage avec le canton de Thénézay

Une nouvelle opération de collecte en faveur du Grand-Gapé, dans le Zio

Jean AFOLABI

Organisée par la section Togo du comité de jumelage du canton de Thénézay, en France, une nouvelle collecte de ferraille est prévue, du 27 février au 4 mars prochains. Une action solidaire dont les profits viendront soutenir les projets de développement du canton de Grand-Gapé, dans la préfecture du Zio au Togo. Un don qui sera suivi incontestablement d'une action efficace envers des personnes qui espèrent en une vie meilleure, commente *La Nouvelle République* en France. Seront collectés : carcasses de voiture avec carte grise, vieux matériel agricole, batteries, fer et métaux ferreux, appareils ménagers, petit électroménager, tôle ondulée, visserie, métaux galvanisés, radiateurs, casseroles, fûts, bidons, pots de



peinture vides, rapporte le confrère le 13 février.

Au vu du succès de la première collecte de 2018, qui a permis de récolter 49 tonnes de ferraille ainsi que 15 tonnes de vieilles batteries, les bénévoles de la section Togo du comité de jumelage de l'ex canton de Thénézay se sont réunis le 13 février, et ont décidé de reconduire l'opération, pour 2019. Un

ramassage sera en place durant cinq jours du 25 février au 1^{er} mars. Ainsi, vieux matériel agricole ou autre, en fer ou en métaux ferreux, appareil ménager, petit électroménager, radiateurs, bidons, pot de peinture vide, et vieilles batteries seront collectés à votre domicile, ou par un apport volontaire près de chez vous.

Cancer

Les coûts du traitement pourraient s'alourdir dans les pays les plus pauvres

Etonam Sossou

Selon le dernier rapport mondial sur le cancer, les pays à revenu faible ou intermédiaire pourraient voir leur fardeau en matière de cancer augmenter de 80% au cours des 20 prochaines années si les services de traitement et de prévention ne sont pas renforcés. Le rapport, compilé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), met en garde sur le fait que la prévention du cancer est en recul dans les pays pauvres, car leurs systèmes de santé s'attaquent à des problèmes immédiats tels que les maladies infectieuses, la santé des enfants et la nutrition.

Le rapport a révélé que moins de 15% des pays à faible revenu offrent un traitement complet du cancer (y compris le diagnostic, le traitement et la prévention) contre 90% des pays riches. La modélisation utilisée dans le rapport a montré que d'ici 2040, la charge mondiale du cancer devrait doubler pour atteindre environ 29 à 37 millions de nouveaux cas par an. Le cancer est responsable d'un tiers des décès prématurés, ainsi que d'une cause de difficultés financières et d'invalidité prolongée dans les pays pauvres, selon le rapport. Les types de cancer affectent différemment les personnes dans les pays pauvres et riches. Le rapport a révélé que le sarcome de Kaposi, un cancer de la peau qui provoque des lésions et qui est lié au VIH, pose le plus grand risque pour ceux des pays les plus pauvres, suivi du cancer du col de l'utérus. Le tabagisme reste responsable de 25% de tous les décès dus au cancer, selon le rapport. Mais alors que le tabagisme devient moins populaire dans les pays riches, il est de plus en plus courant dans les pays à faible revenu, ce qui augmente leur charge de cancer. Les auteurs du rapport ont déclaré que ces différences doivent être prises en compte lors

du développement de réponses au cancer. Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré: « Au moins 7 millions de vies pourraient être sauvées au cours de la prochaine décennie, en identifiant la science la plus appropriée pour la situation de chaque pays [et] en fondant de fortes ripostes contre le cancer sur la couverture sanitaire universelle. »

Le rapport a fait un zoom sur le cancer du col de l'utérus, pour lequel l'infection par le virus du papillome humain (HPV) est l'une des conditions préalables. Un vaccin contre le virus existe mais est difficile à trouver dans les pays pauvres. Le rapport montre que 34% des jeunes femmes des pays à revenu élevé ont été vaccinées contre le VPH, mais que seulement 3% des jeunes femmes des pays à faible revenu ont été vaccinées. Les données concordent avec les conclusions d'un rapport publié le 30 janvier dans la revue médicale The Lancet. Le rapport, basé sur deux études scientifiques, a révélé que 91% des décès dus au cancer du col de l'utérus dans le monde en 2018 étaient survenus en dehors des pays à revenu élevé.

Faibles budgets

Bernard Stewart, professeur de médecine à l'université de la Nouvelle-Galles du Sud à Sydney en Australie, déclare qu'en plus des faibles budgets réservés aux soins de santé, les médecins des pays en développement doivent faire face à la stigmatisation et aux croyances culturelles, ce qui rend difficile l'adoption d'une approche unique de lutte contre le cancer du col de l'utérus. La reconnaissance d'une éventuelle stigmatisation est essentielle lors de la mise en œuvre de programmes de dépistage destinés aux filles et aux jeunes femmes, a soutient Bernard Stewart, ajoutant que « l'action dépend essentiellement des valeurs et des perspectives de communautés particulières, plutôt que des généralisations. »

Le coût des interventions de soins de santé autour du cancer joue également un rôle dans la prévention d'un élargissement du dépistage et du traitement dans les pays en développement, a averti le rapport.

Un modèle élaboré par l'OMS a montré que la fourniture de services de lutte contre le cancer à 90% de la population mondiale coûterait environ 140 milliards de dollars américains au cours de la prochaine décennie - et sauverait environ 7,3 millions de vies. Le coût des interventions de soins de santé autour du cancer joue également un rôle dans l'empêchement d'un élargissement du dépistage et du traitement dans les pays en développement, avertit le rapport.

Formation de médecins

Un modèle élaboré par l'OMS a montré que la fourniture de services de lutte contre le cancer à 90% de la population mondiale coûterait environ 140 milliards de dollars américains au cours de la prochaine décennie - et sauverait environ 7,3 millions de vies. L'essentiel de cet argent irait à la formation de médecins à la détection et à la prévention du cancer, selon le rapport; car le manque de connaissances sur la maladie est l'une des principales causes de diagnostics et de traitements tardifs. « Si les gens ont accès aux soins primaires et aux systèmes d'orientation, le cancer peut être détecté tôt, traité efficacement et guéri », indique Ren Minghui, directeur général adjoint de l'OMS pour la couverture sanitaire universelle. Mais Bernard Stewart dit que cela peut être difficile à réaliser, car les systèmes de santé dans les pays à faible revenu sont confrontés à une multitude de problèmes, notamment l'insuffisance des transports, des infrastructures et du personnel.

Pour ou contre la Saint valentin ?

Les togolais partagés

Etonam Sossou

Une euphorie, semble-t-il sans précédent, s'abat sur les couples chaque année. Messieurs, dames, bandes de garçons et groupe de filles, se ruent dans les commerces le 14 février, en quête d'un présent à offrir à l'élu(e) de leur cœur : cartes pour écrire des mots doux, téléphones portables, fleurs, bijoux, parfums, ou autres petits objets symboliques sont particulièrement recherchés.

Nous nous sommes permis de briser l'intimité de M. et Mme Aboki pour, durant un quart d'heure, parler d'amour, et de passion. Dans leur modeste salon, une grande photo du couple accrochée sur un pan du mur attire l'attention, en plus de la télé et des meubles. C'est tout. Mais il y a aussi leur jeune garçon, Colins, trois ans, qui détend l'atmosphère. Dans une telle ambiance, M. et Mme poursuivent leur rêve. « Notre rêve est une réalité que nous vivons tous les jours », tente d'expliquer Madame. « Cette réalité consiste à marcher la main dans la main, regarder vers la même direction et surmonter les obstacles. Toujours ensemble », assène l'époux. Voilà, nous vivons comme cela notre passion, renchérit celle qui hante ses songes. Ensuite Mme ? « Mais ensuite, je l'aime, je l'aime, je l'aime... » Vous aimez qui ? « Mais ce bel et gentil homme au regard si plein de douceur et de grâce », dégaîne-t-elle. Et puis encore ? « Il faut que vous le sachiez. J'y tiens ». Plus lucide, l'homme raconte sa rencontre avec cette femme élancée, grande et belle, au teint clair, aux rondeurs provocantes et aux galbes envoûtants. « Il y a cinq ans

maintenant. C'était un jour du mois de mars. Je l'avais vue. Je l'ai approchée et regardée les yeux dans les yeux, pour lui dire : je t'aime », raconte entre deux bouffées de cigarettes cet heureux mari. « Depuis lors, nos deux cœurs ne font qu'un seul », ajoute Mme. Ensemble, le jeune couple trouve d'importantes vertus en l'amour. « L'amour stabilise, élargit le cercle des connaissances et renforce même les liens familiaux ». Ce 14 février, c'est la fête des amoureux. La Saint Valentin. Mais l'évocation d'une telle fête laisse de marbre nos hôtes. Ils n'en voient aucune signification particulière. Parce qu'ils ont fini de se faire une religion. « En matière d'amour, chaque jour est une fête. Il suffit juste de voir celui ou celle qu'on aime... », explique le couple qui veut vivre « à la folie, sa passion ». Mais tout n'est pas que positif dans cette volonté de vivre les passions. Et selon les couples, quelques difficultés surgissent le plus normalement du monde. Si M. et Mme Aboki parviennent à transcender les incompréhensions, d'autres voient leur épanouissement bloqué par des difficultés. Et en de pareilles situations, on se rejette la balle. Les difficultés matérielles et financières peuvent être des sources de dissension, même si les couples interrogés les rejettent. Le conservatisme dans la famille et même le voisinage sont aussi d'autres éléments de taille qui bloquent « cette forte envie de vivre sa passion ».

Edwige est médecin. Elle est aujourd'hui tout heureuse. « D'être enfin parvenue à être comprise par ma famille et même mes voisins. Ils ne comprenaient pas au départ pourquoi je restais toujours attachée à Jules. Je l'aime. D'un



amour sincère », explique la jeune fille. Qui insiste : « Je l'aime depuis cinq ans. J'ai reçu toutes sortes d'avertissements et de menaces avant de gagner cette bataille ». C'est peut-être cela l'enjeu quand on aime. Et beaucoup de couples interrogés ont indiqué avoir fait face à ces genres de contraintes. Les tentations sont nombreuses quand on aime déjà. Les solutions esquissées sont diverses et variées. « Il faut toujours garder le sang-froid quand on rencontre certaines déesses de beauté. Il faut se dire qu'on a quelqu'une comme elle, et continuer son chemin. Un point, un trait », avance M. Aboki. « Vous savez, les indicateurs sont nombreux en matière d'amour. Je pense qu'il faut être lucide, surtout quand on aime déjà. Parce que certaines langues sont mielleuses et certaines amères ». A la question de savoir quels étaient les cadeaux qu'ils avaient prévus l'un pour l'autre, Mme Aboki se précipite de répondre: « Il y a sûrement quelques trucs qu'on s'est offerts, mais le plus beau, c'est qu'il me prend dans les bras le matin de chaque 14 février, les yeux dans les yeux, et me dit : je t'aime à la folie ».

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours / A l'échéance du 11 février 2020

278,064 milliards adjugés par les banques commerciales du Togo

Les banques et établissements de crédit de la place Togo, dans le cadre des adjudications hebdomadaires de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), se sont adjugés 278,064 milliards, contre 273,780 milliards une semaine plus tôt, valeur 11 février 2020, sur un total de 3.690.000 milliards injectés, la totalité du montant mis en adjudication. L'opération arrive à échéance le lundi 17 février 2020, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés respective-

ment à 2,5500% et 2,8102%.

Au total, quatre-vingt-quatre (84) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal s'adjugent respectivement 1.083,952 milliards, 591,526 milliards et 571,378 milliards. Ils sont suivis par ceux du Mali avec 521,822 milliards, du Bénin avec 477,905 milliards, et du Niger avec 217,752 milliards. La Guinée-Bissau fait 38,601 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications est ressorti à 4.556,6 milliards en décembre 2019, contre 4.235,2 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 7,6%. Le montant moyen retenu au terme des adjudications est resté stable à 3.690,0 milliards en décembre 2019, par rapport au mois précédent. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 3,88% en décembre 2019.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1515 DE LOTO BENZ DU 29 - 01 - 2020

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1515 de LOTO BENZ de ce mercredi 05 février 2020.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, Ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros. BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1517 de LOTO BENZ du 13 Février 2019

Numéro de base

56 36 69 25 08

En ce début de l'année 2020 / Sur les principaux marchés de Lomé

Nouvelle hausse des prix, à 1,8% tirés par Communications téléphoniques et Gombos frais

Jean AFOLABI

En janvier 2020, le niveau général des prix à la consommation a connu une hausse de 1,8% après celle du mois précédent (+1,0%). Cette hausse est l'effet conjugué, d'une part, de la hausse des prix des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+3,1%), «Communication» (+9,2%), «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+2,6%), «Santé» (+1,3%), «Biens et services divers» (+0,7%) et «Tabac et stupéfiants» (+2,6%) et, d'autre part, de la baisse des prix des fonctions de consommation «Restaurants et Hôtels» (-0,4%), «Transports» (-0,3%) et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (-0,2%).

D'après l'Institut national de la Statistique et des études économiques (Inseed), la hausse de l'indice de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» est soutenue par la croissance des indices des postes suivants : «Légumes frais en feuilles» (+20,5%) ; «Légumes frais en fruits ou racine» (+10,2%) ; «Agrumes» (+19,6%) ; «Céréales non transformées» (+2,3%) ; «Sel, épices, sauces et produits alimentaires non déclarés ailleurs» (+6,2%) ; «Légumes secs et oléagineux» (+3,8%) ; «Poissons et autres produits séchés ou fumés» (+1,1%) ; «Poissons frais» (+7,9%) ; «Fruits secs et noix» (+13,3%) ; «Autres fruits frais» (+4,5%) et «Tubercules et plantain» (+2,2%). De plus, la hausse observée au niveau des indices des fonctions de consommation «Communication», «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» et «Santé» est due à l'évolution des prix au niveau des postes «Communication téléphonique» (+10,3%), «Combustibles solides et autres» (+7,6%), «Loyers effectifs des locataires et sous-locataires» (+3,4%), «Alimentation en eau» (+8,0%), «Services d'entretien et de réparations courantes» (+2,1%), «Combustibles liquides» (+1,4%), «Produits pour l'entretien et réparation courante» (+0,4%), «Services liés au logement» (+2,8%), «Services hospitaliers» (+3,8%), «Services médicaux et dentaires» (+1,2%), «Services de laboratoires et de radiologie» (+1,7%), «Appareils et matériel thérapeutiques» (+4,4%), «Médicaments traditionnels» (+1,7%), «Services des auxiliaires médicaux» (+2,2%) et «Produits médicaux divers» (+0,3%). La hausse de l'indice des fonctions de consommation «Biens et services divers» et «Tabac et stupéfiants» est, pour sa part, portée par la variation des prix des postes «Produits pour soins corporels» (+2,0%), «Assurance transport» (+0,9%), «Autres services n.c.a.» (+0,1%), «Vin et boissons fermentées» (+7,1%), «Tabac et stupéfiants» (+3,9%), «Bière» (+0,3%) et «Alcool de bouche» (+0,2%).

Les postes qui ont contribué à la baisse de l'indice des fonctions de consommation «Restaurants et Hôtels» ; «Transports» et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» sont respectivement : «Restaurants, cafés et établissements similaires» (-0,4%) ; «Hôtels et autres services d'hébergement» (-1,1%) ; «Automobile» (-6,8%) ; «Autres services relatifs aux véhicules personnels» (-1,5%) ; «Carburants et lubrifiants» (-0,05%) ; «Transport aérien de passagers» (-4,4%) ; «Autres ustensiles de cuisine» (-1,9%) ; «Mobilier pour salle de séjour, salle à manger, bureau (domicile)» (-1,6%) ; «Articles de ménage non durables» (-0,2%) ; «Articles de ménage en textiles» (-0,3%) et «Petit appareil électroménager ou ménager et réparation» (-0,2%).

Les produits en hausse de prix

L'Inseed note, en effet, que le renchérissement observé en janvier 2020 concerne, entre autres, les variétés suivantes : «Choux vert» (+34,6%) ; «Adémè» (+21,3%) ; «Salade verte locale (Laitue)» (+13,3%) ; «Feuille de haricot» (+8,1%) ; «Gboma» (+5,4%) ; «Gombos frais» (+60,5%) ; «Aubergine locale» (+29,4%) ; «Tomates rondes (Pomme)» (+8,3%) ; «Concombre» (+4,2%) ; «Carottes» (+2,8%) ; «Citrons» (+35,3%) ; «Oranges locales» (+16,9%) ; «Pamplemousse» (+14,8%) ; «Mandarine» (+3,0%) ; «Riz importé longs grains vendu au petit bol» (+4,1%) ; «Riz importé brisé vendu au petit bol» (+3,7%) ; «Mil en grains crus vendu au petit bol» (+1,0%) ; «Mais séché en grains crus vendu au grand bol» (+0,7%) ; «Piment rouge frais» (+33,4%) ; «Piment rouge sec» (+8,5%) ; «Ail frais» (+5,9%) ; «Gingembre frais» (+5,3%) ; «Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)» (+63,7%) ; «Appel Zone 2 (Togocel vers Ghana)» (+63,5%) ; «Appel Operateur 2» (+60,4%) ; «Appel Heure normale Togocel» (+59,5%) ; «Appel Operateur 1» (+59,5%) ; «Appel Heure creuse Togocel» (+56,7%) ; «Appel Zone 3 (Togocel vers France)» (+55,9%) ; «Charbon de bois» (+7,1%) ; «Loyer brut mensuel d'une maison en dur avec toilettes internes (Ch + Salon)» (+16,9%) ; «Loyer brut mensuel d'une maison avec toilettes internes (2 ch + Salon)» (+1,6%) ; «Loyer brut mensuel d'une chambre avec toilettes externes (2 ch + salon)» (+1,1%) ; «Loyer brut mensuel d'une maison en dur avec toilettes externes (Ch + Salon)» (+0,6%) ; «Loyer brut mensuel dans une cour commune avec toilette externe (Studio)» (+0,4%) ; «Frais journaliers d'hospitalisation» (+5%) ; «Consultation d'un gynécologue obstétricien» (+1,6%) ; «Radiographie du thorax avec interprétation» (+6,2%) ; «Verre correcteur importé» (+5,9%) ; «Monture adulte métallique importée» (+3,7%) ; «Pansement d'une plaie» (+6,3%) ; «Alcool à 90C°» (+2,1%) ; «Coton hydrophile» (+2,0%) ; «Savon de toilette parfumé» (+9,1%) ; «Pâte dentifrice» (+3,6%) ; «Assurance motocyclette» (+1,7%) ;

Les produits en baisse de prix

Les prix ayant enregistré une baisse se rapportent, notamment aux produits : «Café au lait avec omelette (1/2 pain + 1 œuf)» (-3,8%) ; «Café au lait avec pain beurré (Pain entier)» (-3,3%) ; «Chambre dans un hôtel moyen standing» (-3,7%) ; «Voiture particulière d'occasion bas de gamme» (-22,1%) ; «Leçon de conduite automobile (Code et conduite)» (-1,68%) ; «Essence mélange de rue» (-1,0%) ; «Huile pour les freins» (-0,1%) ; «Tamis local» (-10,9%) ; «Grand pilon» (-0,8%) ; «Casserole en aluminium» (-0,7%) ; «Cuvette en plastique» (-0,2%) ; «Chaise en plastique» (-0,9%) ; «Eau de javel» (-5,6%) ; «Allumettes en boîte» (-4,8%) ; «Serpillière» (-1,1%) ; «Balais à brindilles de palmier» (-0,1%) ; «Serviette de toilette» (-4,8%) et «Torchon en tissu» (-2,9%)

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 1,2% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a progressé de 1,1%. Contrairement à la baisse du mois précédent, l'indice des prix des «produits frais» (4,9%) et celui des produits énergétiques (1,2%) ont enregistré une hausse. Au regard de la provenance, les prix des produits locaux et importés ont connu une hausse respectivement de 2,5% et 0,4%. Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits des secteurs primaire (+5,5%), secondaire (+0,6%) et tertiaire (+2,9%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient de l'augmentation des prix des «produits non durables» (+2,2%) et des services (+2,9%) atténuée par le recul des prix des «produits durables» (-0,7%).

Les prix en évolution trimestrielle

Le niveau des prix du mois de janvier 2020, comparé à celui du mois d'octobre 2019 (évolution trimestrielle) a connu une hausse de 2,8% essentiellement sous l'effet de

la progression des prix des produits des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+5,6%) ; «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+4,8%) ; «Communication» (+7,5%) ; «Santé» (+1,4%) ; «Biens et services divers» (+0,9%) ; «Tabac et stupéfiants» (+2,8%) ; «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+0,2%) et «Loisirs et culture» (+0,1%) et «Enseignement» (+0,1%). Par contre, suivants les chiffres statistiques, les fonctions de consommation suivantes ont baissé dans les proportions comme ci-après : «Transports» (-0,5%) et «Restaurants et Hôtels» (-0,4%). Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'évolution des prix des «Produits frais» (+9,2%) ; des produits «Hors Energie et Produits frais» (+1,3%) et des produits de l'«Energie» (+4,2%).

Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des produits locaux (+4,3%). L'évolution trimestrielle du niveau général des prix est induite, du point de vue de la durabilité, par la hausse des prix des produits

«Non durable» (+4,2%) et des «services» (+2,8%) amortie par les prix des produits «Durable» (-1,0%). Les variations respectives des prix des produits des secteurs secondaire (+2,2%), primaire (6,8%) et tertiaire (2,8%) ont contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix.

Les prix en glissement annuel

En glissement annuel (par rapport à janvier 2019), le niveau général des prix a connu une augmentation de 0,7% due aux fonctions de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+3,5%), «Restaurants et Hôtels» (+1,2%), «Articles d'habillement et chaussures» (+1,7%), «Transports» (+1,6%), «Biens et services divers» (+2,5%), «Enseignement» (+4,4%), «Santé» (+1,9%), «Communication» (+1,2%), «Tabac et stupéfiants» (+4,4%), «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+1,3%) et «Loisirs et culture» (+0,6%). A l'opposé, les prix de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» ont régressé (-1,7%). Quant aux nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse constatée en glissement annuel est la résultante d'une



part de l'augmentation des prix des produits «Hors Energie et Produits frais» (+0,6%) et de l'«Energie» (+3,7%) et d'autre part de la baisse des prix des «Produits frais» (-1,3%). Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la hausse des prix des produits «locaux» (+0,6%).

Quant à la durabilité, la progression du niveau général des prix sur le plan national a été influencée par l'augmentation des prix des «Service» (+2,6%) et des produits «Semi-durable» (+1,4%). En ce qui concerne les secteurs de production, l'évolution du niveau général découle de la croissance des prix des produits des secteurs «tertiaire» (+2,6%) et «secondaire» (+0,4%) atténuée par la diminution des prix du secteur «primaire» (-2,9%). Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 0,5% en janvier 2020 contre 0,7% en décembre 2019, renseigne l'Inseed.

Malgré un enregistrement des naissances en nette hausse

Un quart des enfants du monde restent «invisibles»

Si la proportion de naissances enregistrées a progressé de près de 20 pour cent sur les 10 dernières années, 166 millions d'enfants de moins de 5 ans n'ont jamais été déclarés officiellement.

Le nombre de naissances enregistrées a nettement augmenté à l'échelle mondiale, et pourtant, 166 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit 1 sur 4) ne sont pas déclarés, comme l'indique un nouveau rapport publié début décembre par l'UNICEF – Fonds des Nations unies pour l'enfance – à l'occasion de son 73^e anniversaire. D'après le rapport *L'enregistrement des naissances pour chaque enfant d'ici à 2030 : Où en sommes-nous ?*, fondé sur l'analyse de données provenant de 174 pays, la proportion mondiale d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée a progressé de près de 20% en dix ans, passant de 63 pour cent à 75 pour cent. «La situation s'est nettement améliorée, mais beaucoup trop d'enfants passent encore entre les mailles du filet et ne sont ni connus ni recensés», déclare Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF. «Un enfant dont la naissance n'est pas enregistrée est invisible : il n'existe pas aux yeux du gouvernement ou au regard de la loi. Sans preuve de leur identité, les enfants sont souvent exclus du système d'éducation et n'ont pas accès aux services essentiels comme ceux de la santé. Ils courent en outre un risque accru d'être victimes d'exploitation et de violence».

Les progrès observés à l'échelle

mondiale s'expliquent en grande partie par les avancées majeures réalisées en Asie du Sud, notamment au Bangladesh, en Inde et au Népal. Des progrès sont également notés en Afrique de l'Ouest et du Centre où l'enregistrement des naissances des enfants de moins de 5 ans a augmenté de 41 pour cent à 51 pour cent en 10 ans, en dépit des multiples défis auxquels la région fait face. Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, la proportion d'enfants dont les naissances ont été enregistrées est passée de 30 pour cent en 2008 à 43 pour cent en 2018, démontrant l'intérêt d'intégrer les services d'enregistrement avec les services de santé. Des pays d'Afrique francophone tels que le Bénin, le Congo et la Guinée ont aussi fait des progrès constants pour améliorer leurs taux d'enregistrement des naissances.

«Pendant de nombreuses années, l'enregistrement des naissances en Afrique de l'Ouest et du Centre a stagné, privant des millions d'enfants de leur droit fondamental à une identité légale. Cette situation a désormais changé et des millions d'enfants supplémentaires sont enregistrés dès leur naissance», a dit Marie-Pierre Poirier, Directrice Régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. «Avec le soutien de l'UNICEF et le leadership de l'Union Africaine et des gouvernements nationaux, les pays ont investi dans l'intégration de l'enregistrement des naissances au sein des services de santé et de vaccination pour élargir la couverture et l'accessibilité de ces services et atteindre les popula-

tions, y compris les plus vulnérables. Ce simple changement dans la prestation de services est non seulement peu coûteux, mais également efficace pour augmenter les taux d'enregistrement nationaux, contribuant ainsi au progrès de la région dans son ensemble».

En dépit des progrès, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne accusent un retard par rapport au reste du monde, et certains des taux de naissances enregistrées les plus faibles dans le monde se trouvent au Tchad (12 pour cent) ou en Guinée Bissau (24 pour cent). «Les Gouvernements doivent passer à l'échelle les solutions dont il est prouvé qu'elles améliorent l'enregistrement des naissances s'ils veulent atteindre l'Objectif de développement durable de faire en sorte que chaque enfant compte», a dit Marie-Pierre Poirier.

Parmi les obstacles à l'enregistrement des naissances figurent la méconnaissance des formalités, le coût prohibitif de cette démarche et de l'obtention d'un certificat de naissance, et l'éloignement des centres d'enregistrement. Les coutumes et pratiques traditionnelles dans certaines communautés (comme le fait de confiner les jeunes accouchées à l'intérieur) peuvent également empêcher l'enregistrement officiel des naissances dans les délais impartis.

La détention d'un certificat de naissance, même en cas de naissance enregistrée, s'avère moins fréquente : en effet, 237 millions d'enfants de moins de 5 ans à travers le monde (soit un peu plus du tiers) ne disposent pas de cette preuve officielle, pointe le rapport de l'UNICEF.